
Mémorandum du président
Proposition de financement
supplémentaire à la République de Zambie
Projet d'inclusion financière pour la résilience
et l'innovation (FIRIP)

Identifiant du projet : 2000004924

Document : EB 2025/LOT/P.19

Date : 24 novembre 2025

Distribution : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Action : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement supplémentaire proposé figurant au paragraphe 51.

Questions techniques :

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
Courriel : s.mbagobhunu@ifad.org

Edith Kirumba
Directrice nationale
Division Afrique orientale et australe
Courriel : e.kirumba@ifad.org

Sommaire

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description initiale du projet	1
II. Justification du financement supplémentaire	1
A. Justification	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coûts, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	8
C. Classification des risques climatiques	8
IV. Mise en œuvre	8
A. Conformité avec les politiques du FIDA	8
B. Cadre organisationnel	9
C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	9
D. Modifications proposées à l'accord de financement	10
V. Instruments juridiques et autorité	10
VI. Recommandation	10

Appendices

I. Cadre logique actualisé intégrant le financement supplémentaire
II. Résumé actualisé de l'analyse économique et financière

Équipe chargée de la mise en œuvre du projet

Directrice régionale :	Sara Mbago-Bhunu
Directrice nationale :	Edith Kirumba
Responsable technique :	Jonathan Agwe
Responsable financier :	Brian Egute
Spécialiste climat et environnement :	Rebecca Ferreira
Responsable juridique :	Felister Munyua

Résumé du financement

Institution initiatrice :	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire :	République de Zambie
Agence d'exécution :	Ministère des Finances et de la Planification nationale
Coût total du projet :	49,8 millions de dollars
Montant du prêt initial du FIDA (système d'allocation basé sur la performance [PBAS])	8,90 millions de dollars
Conditions du prêt initial du FIDA :	Conditions très avantageuses : 40 ans, dont un délai de grâce de 10 ans, avec des frais de service de 0,75 % par an en dollars des États-Unis (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Montant de la subvention supplémentaire du Cadre de viabilité de la dette (DSF) du FIDA :	21,1 millions de dollars américains
Cofinanciers :	Secteur privé, partenaires stratégiques (à déterminer)
Montant du cofinancement :	Secteur privé : 12,3 millions de dollars É.-U. Partenaires stratégiques : 0,3 million de dollars É.-U.
Conditions du cofinancement :	Espèces, cofinancement parallèle sous forme de prêt
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire :	2,2 millions de dollars américains
Contribution des participants au projet :	5 millions de dollars
Montant initial du financement climatique du FIDA :	3,6 millions de dollars américains
Montant supplémentaire du financement climatique du FIDA :	9,4 millions de dollars (dont 0,94 million de dollars au titre du financement complémentaire pour le climat)
Institution partenaire :	Sous la supervision directe du FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le projet « Inclusion financière pour la résilience et l'innovation » (FIRIP)¹ a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2024 lors de sa^{143e} session, pour un coût total de 49,8 millions de dollars. Le projet vise à améliorer la résilience et les moyens de subsistance des populations rurales en Zambie en élargissant l'accès à des services financiers inclusifs, adaptés aux besoins des clients et résilients au changement climatique. Il s'aligne sur les priorités nationales et les objectifs stratégiques du FIDA visant à promouvoir la finance rurale, l'inclusion, l'engagement du secteur privé et adaptation au changement climatique.
2. La structure de financement approuvée comprenait une allocation initiale de 8,9 millions de dollars au titre de la douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), approuvée sous la forme d'un prêt à des conditions très concessionnelles. À l'époque, un déficit de financement de 21,1 millions de dollars avait été et explicitement inclus dans la conception approuvée, étant entendu qu'il serait financé dans le cadre du prochain cycle IFAD13. Le gouvernement zambien a officiellement demandé le soutien total du FIDA, soit 30 millions de dollars, en 2024, l'allocation étant échelonnée sur les périodes IFAD12 et IFAD13.
3. Le projet est entré en vigueur le 17 mars 2025, et les dates initiales d'achèvement et de clôture restent respectivement le 31 mars 2032 et le 30 septembre 2032. Depuis l'entrée en vigueur du projet, le gouvernement et le FIDA ont lancé les activités de démarrage, notamment la mise en place de l'unité de gestion du programme (UGP) et la création de systèmes de gestion financière. Aucun décaissement n'a été effectué à ce jour, dans l'attente de l'achèvement de ces premières étapes.
4. Le présent mémorandum a pour objet de demander au Conseil d'administration d'approuver un financement supplémentaire de 21,1 millions de dollars au titre du FIDA13. Ce financement supplémentaire permettra de compléter le plan de financement initialement approuvé et de mener à bien le projet tel qu'il a été conçu. Il n'y a eu aucune restructuration ni modification préalable modifications de la période de mise en œuvre, et toutes les mesures de sauvegarde environnementales, sociales et fiduciaires, telles que celles liées aux procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP) et la gestion intégrée des risques du programme, ont été pleinement prises en compte et approuvées lors de la conception initiale.

B. Description initiale du projet

5. L'objectif général du projet est d'améliorer les moyens de subsistance en milieu rural grâce à une résilience accrue et à une croissance durable et inclusive. L'objectif de développement du projet est d'améliorer l'accès aux services financiers et leur utilisation afin de renforcer la résilience et la croissance verte des systèmes de production ruraux, des chaînes de valeur et des moyens de subsistance des hommes, des femmes et des jeunes pauvres en milieu rural.
6. Le FIRIP a été conçu pour s'attaquer aux principaux obstacles structurels qui limitent l'accès aux services financiers et à l'innovation parmi les populations rurales de Zambie, en particulier les jeunes, les femmes et les petits producteurs. Le projet soutient la transformation du paysage financier rural de la Zambie en favorisant le développement de financements et d'entreprises inclusifs et résilients au changement climatique. Le FIRIP vise à renforcer les capacités financières les prestataires de services, les acteurs du secteur privé et accroître l'adoption de produits financiers innovants et adaptés par les communautés rurales mal desservies.

II. Justification du financement supplémentaire

A. Justification

7. La justification de ce financement supplémentaire est de combler le déficit de financement préidentifié de 21,1 millions de dollars américains, qui avait été prévu lors de la conception initiale et approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2024. Le projet a été conçu pour un montant total de

¹ EB 2024/143/R.5/Rev.1.

Le financement du FIDA s'élève à 30 millions de dollars, étant entendu que 8,9 millions de dollars seront fournis au titre du FIDA12 sous forme de prêt à des conditions très favorables, et que les 21,1 millions de dollars restants seront garantis au titre du FIDA13 dès que les ressources du nouveau système d'allocation basé sur la performance (PBAS) de la Zambie seront disponibles. 21,1 millions de dollars américains seraient garantis au titre du FIDA13 une fois que les ressources du nouveau système d'allocation basé sur la performance (PBAS) de la Zambie seraient disponibles.

8. Le financement supplémentaire sera fourni sous forme de subvention dans le cadre du Cadre de viabilité de la dette (DSF), conformément à la classification de la Zambie au titre du FIDA13. La demande du gouvernement zambien datée du 5 septembre 2024 comprend une demande adressée au FIDA afin qu'il finance les 8,9 millions de dollars US initiaux à partir des fonds du FIDA12, ainsi que le financement supplémentaire 21,1 millions de dollars américains lorsque les fonds seront disponibles.
9. Comme indiqué dans la conception initiale, le financement supplémentaire destiné à combler le déficit de financement est nécessaire pour:
 - Achever la capitalisation du mécanisme de financement mixte (BFF) et du mécanisme d'innovation et de sensibilisation (IOF), deux piliers essentiels pour que le projet ait un effet catalyseur;
 - élargir l'accès aux services financiers numériques, aux produits financiers verts et aux innovations intelligentes sur le plan climatique pour les populations rurales mal desservies; et
 - Mettre pleinement en œuvre la structure originale du projet, composée de trois volets, qui reste inchangée.
10. Plus précisément, le financement supplémentaire sera réparti comme suit:
 - 6 745 000 dollars américains pour la sous-composante 1.1 : Produits financiers innovants et mécanismes de distribution pour une couverture rurale inclusive;
 - 9 320 000 dollars américains pour la sous-composante 1.2 : Amélioration de l'accès à des financements abordables pour l'agriculture et les investissements verts;
 - 1 511 000 dollars américains pour la composante 2: amélioration de l'environnement favorable aux services financiers ruraux inclusifs; et
 - 3 524 000 dollars pour la composante 3: coordination et mise en œuvre du projet, suivi et évaluation (S&E) et gestion des connaissances.
11. Cette allocation reflète les priorités stratégiques du projet et garantit la mise en œuvre intégrale des interventions initialement prévues à l'aide des ressources du FIDA13.
12. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le projet a été validé comme suit :
 - Intégration du financement climatique
 - Transformateur en matière d'égalité des sexes
 - Sensible aux questions relatives à la jeunesse
 - Intégrant la capacité d'adaptation

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

13. **Zone couverte par le programme.** Conformément à sa conception initiale, le FIRIP se concentrera sur les zones rurales mal desservies à l'échelle nationale, qui seront identifiées dans le cadre d'un processus axé sur la demande et guidé par des critères de sélection clairs et des accords de partage des coûts. L'expansion des points d'accès financiers formels dans le cadre du volet 1 de l'IOF se concentrera sur les districts ruraux exclus financièrement qui seront identifiés en collaboration avec la Banque de Zambie et l'Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication au début du projet. Des services financiers axés sur les clients pour l'agriculture, les micro, petites et moyennes entreprises rurales, l'écolocalisation et la résilience climatique (volets 2 et 3 de l'IOF) et le BFF seront déployés dans les zones rurales pauvres disposant d'infrastructures et de services financiers et économiques de base et où il existe une demande et une capacité d'absorption pour les services financiers.

14. **Groupes cibles.** Le programme FIRIP touche 370 110 ménages grâce à un meilleur accès au financement et à la création d'emplois, dont 315 511 grâce à l'accès aux services financiers et 54 599 grâce à la création d'emplois (à l'exclusion des participants au projet bénéficiant des deux). Avec une taille moyenne de cinq personnes par ménage, le nombre total de membres des ménages ciblés est de 1 850 550 (16 % de la population rurale).
15. Le FIRIP utilisera un ensemble de mesures ciblées pour garantir que les investissements favorisent l'inclusion financière durable, la résilience, la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire des groupes pauvres et exclus tels que les petits exploitants agricoles, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH/sida et d'autres groupes vulnérables.

C. Composantes, résultats et activités

16. Le FIRIP a été conçu avec deux composantes techniques et une composante pour la coordination du projet et la gestion des connaissances.
17. **Composante 1 : Amélioration de la disponibilité et de l'adoption de centrés sur le client.** Cet objectif sera atteint grâce à deux sous-composantes qui se renforcent mutuellement:
18. **Sous-composante 1.1 : Produits financiers innovants et prestation des mécanismes visant à favoriser l'accès des populations rurales** seront mis en œuvre par le biais d'un fonds d'investissement, sur le modèle du Programme d'expansion du financement rural, avec quelques modifications, notamment en mettant davantage l'accent sur : (i) l'agriculture, les technologies vertes et intelligentes face au climat ; (ii) l'inclusion financière et l'autonomisation des jeunes et des femmes ; et (iii) un partage des coûts accru par les partenaires de mise en œuvre.
19. **Sous-composante 1.2 : Accès accru à des financements abordables pour l'agriculture et les investissements verts.** Cette sous-composante mettra en place un BFF afin d'attirer des capitaux privés vers l'agriculture et les investissements verts intelligents sur le plan climatique, tout en réduisant le coût des fonds pour les prestataires de services financiers et taux d'intérêt qui en résultent pour les emprunteurs finaux. La BFF répond au problème des taux d'intérêt très élevés en Zambie, qui résultent de l'instabilité macroéconomique, des primes à haut risque pour le financement international, ainsi que des coûts de distribution élevés et des risques dans les zones rurales. Elle fournit également des fonds à plus long terme afin de permettre aux banques et aux institutions de microfinance (IMF) d'accorder davantage de prêts à l'investissement à moindre coût.
20. Le BFF sera initialement capitalisé à l'aide de fonds concessionnels provenant du FIDA et du gouvernement, sous forme de prix, de durée et de remboursements pour les prêts accordés par l'intermédiaire des prestataires de services financiers participants (PFSP). Au cours de la mise en œuvre, d'autres sources de financement concessionnel pourront contribuer au fonds commun. Un mécanisme de mélange de fonds concessionnels de deuxième niveau avec des contributions équivalentes de chaque PFSP sera mis en place. Le coût mixte des fonds variera pour chaque PFSP, en fonction de ses coûts moyens de financement et du taux de prêt du BFF. Taux d'intérêt Les frais facturés aux emprunteurs finaux (agriculteurs, etc.) seront déterminés dans le cadre d'un processus négocié, qui tiendra compte à la fois des besoins de viabilité du PFSP et des rendements raisonnables sur des emprunteurs et respectant les principes d'un prêt responsable.
21. L'IOF et la BFF viendront compléter le Fonds pour le financement de l'agriculture durable (SAFF) récemment lancé, qui fournit une assurance récolte et une couverture partielle de garantie de crédit pour les prêts accordés par les banques aux petits agriculteurs et aux agriculteurs émergents dans le cadre de ce programme. L'IOF aidera les banques et les IMF à concevoir et à mettre en œuvre efficacement des produits de crédit adaptés garantie de crédit pour les prêts accordés par les banques aux petits agriculteurs et aux agriculteurs émergents dans le cadre du programme. L'IOF aidera les banques et les IMF à concevoir et à mettre en œuvre efficacement octroyer des prêts aux agriculteurs dans différentes chaînes de valeur, tandis que la BFF fournira accès à des fonds à moindre coût et à plus long terme. Le FIRIP aidera le SAFF à atteindre les petits agriculteurs et à intégrer les IMF dans le programme. L'assistance technique visant à renforcer les politiques et les modalités de mise en œuvre du SAFF sera financée au titre de la composante 2.
22. **Composante 2 : L'amélioration de l'environnement propice à des services financiers ruraux inclusifs** permettra de remédier aux principaux obstacles à la fourniture à grande échelle de services financiers abordables et centrés sur le client dans les zones rurales. Elle abordera des questions politiques, juridiques et réglementaires plus larges, renforcera les capacités de mise en œuvre des principaux acteurs, contribuera à la gestion des connaissances et favorisera l'intégration de thèmes transversaux dans le financement rural

tels que l'autonomisation des femmes et des jeunes, la gouvernance environnementale et sociale, le changement climatique, etc. Un soutien à plus long terme à l'élaboration de politiques, d'instruments juridiques et réglementaires et à leur mise en œuvre sera fourni par le biais de partenariats stratégiques avec des acteurs aux niveaux macro et méso. Ceci sera complétée par une formation spécifique, le renforcement des capacités, la gestion des connaissances et d'une assistance technique pour divers acteurs aux niveaux méso et micro.

23. **La composante 3** portera sur la coordination et la gestion du projet, le suivi et l'évaluation, ainsi que la gestion des connaissances.

D. Coûts, avantages et financement

Coûts du projet

24. Le coût global du projet reste fixé à 49,8 millions de dollars américains. Le tableau 1 présente les coûts par financier pour le financement initial et le financement supplémentaire. Conformément au tableau 2, la structure des coûts s'articule autour de trois composantes : la composante 1, axée sur l'amélioration de l'accès à des services financiers centrés sur le client et à des mécanismes de prestation, se voit allouer 38,6 millions de dollars, soit 78 % du coût total du projet. La composante 2, qui vise à renforcer l'environnement propice à des services financiers ruraux inclusifs, se voit allouer 3,9 millions de dollars, soit 8 %. La composante 3, qui couvre les fonctions de gestion du projet, représente 7,2 millions de dollars, soit 14 % du total. Le tableau 3 présente les coûts par catégorie de dépenses et financier, soulignant que les coûts d'investissement s'élèvent à 44,4 millions de dollars américains (89 % des coûts de base), les coûts récurrents à 5,3 millions de dollars américains (11 %) et les imprévus à les imprévus s'élevant à 0,636 million de dollars américains. Enfin, le tableau 4 présente les coûts par année du projet.
25. Le financement du FIDA, d'un montant de 30 millions de dollars, se compose de 8,9 millions de dollars au titre du FIDA12 à des conditions très concessionnelles et de 21,1 millions de dollars au titre du FIDA13 sous forme de subvention du Fonds de solidarité. Le financement supplémentaire de 21,1 millions de dollars US est destiné à combler le déficit de financement prévu et soutiendra la mise en œuvre complète des activités dans toutes les composantes. Il sera alloué proportionnellement afin de renforcer l'accès à des services financiers ruraux inclusifs, de promouvoir l'innovation et la sensibilisation des populations mal desservies, de soutenir les capacités institutionnelles et l'engagement politique, et d'assurer une coordination et un suivi et une évaluation efficaces des projets.
26. Les composantes 1 et 2 du projet sont partiellement comptabilisées comme financement climatique, en particulier lorsque les interventions soutiennent l'adaptation au changement climatique, telles que les services financiers résilients au climat, les outils numériques pour la gestion des risques et les politiques favorables aux investissements intelligents face au climat. Conformément aux méthodologies des banques multilatérales de développement pour le suivi financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce projet est estimé à 13,06 millions de dollars des États-Unis.
27. Le montant total du financement supplémentaire du FIDA pour cette proposition de financement supplémentaire est estimé à 9,4 millions de dollars américains.

Tableau 1
Résumé du financement initial et supplémentaire
(en milliers de dollars américains)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement supplémentaire</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	8 900		8 900
Subvention du Fonds stratégique pour le développement agricole (FSD) du FIDA		21 100	21 100
Secteur privé	12 366		12 366
Partenaires stratégiques	300		300
Participants au projet	5 000		5 000
Emprunteur/bénéficiaire	2 200		2 200
Déficit de financement	21 100	(21 100)	0
Total	49 866	21 100	49 866

Tableau 2
Coûts du projet par composante (et sous-composante) et bailleur de fonds
(En milliers de dollars américains)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Partenaires partenaires		Secteur privé		Projet Participants		Emprunteur		Financement supplémentaire DSF subvention		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Amélioration de la disponibilité et de l'utilisation des services financiers centrés sur le client														
1.1. Produits financiers et mécanismes de prestation innovants pour l'inclusion sensibilisation en milieu rural	1 027	9			4 041	34			22	0,2	6 745	57	11 835	24
1.2. Accès accru à des financements abordables pour l'agriculture et les investissements verts	3 462	13			8 325	31	5 000	19	719	3	9 320	35	26 826	54
2. Amélioration de l'environnement propice à des services financiers ruraux inclusifs														
2. Amélioration de l'environnement propice à des services financiers ruraux inclusifs	1 941	49	300	8					235	6	1 511	38	3 987	8
3. Coordination et mise en œuvre du projet, suivi et évaluation, et gestion des connaissances														
Total	8 900	18	300	1	12 366	25	5 000	10	2 200	4	21 100	42	49 866	100

Tableau 3
Coûts du projet par catégorie de dépenses et bailleur de fonds
(en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Stratégique partenaires		Secteur privé		participants		Projet		Financement supplémentaire DSF		Financement subvention		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Emprunteur	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Coûts d'investissement																
1. Assistance technique	2 313	55			450	11			443	11	1 024	24	4 229	9		
2. Formation	587	77									176	23	763	2		
3. Biens, services et intrants	1 551	29	300	6					227	4	3 211	61	5 289	11		
4. Équipements et véhicules	426	86							66	13	5	1	497	1		
5. Subvention de l'IOF	391	6			2 691	43					3 128	50	6 210	13		
6. Subvention aux institutions financières communautaires	360	8			900	20					3 240	72	4 500	9		
7. Lignes de crédit	2 039	9			8 325	36	5 000	22	500	2	7 136	31	23 000	46		
Coût total des investissements	7 667	17	300	1	12 366	28	5 000	11	1 236	3	17 919	40	44 488	89		
Coûts récurrents																
1. Salaires et indemnités	1 018	24							648	15	2 655	61	4 321	9		
2. Coûts d'exploitation	215	20							316	30	526	50	1 057	2		
Total des coûts récurrents	1 233	23							964	18	3 181	59	5 378	11		
Total	8 900	18	300	1	12 366	25	5 000	10	2 200	4	21 100	42	49 866	100		

Tableau 4
Coûts du projet par composante et par année du projet
(en milliers de dollars américains)

Composante/sous-composante	2025 montants	2026 montants	2027 montants	2028 Montant	2029 Montant	2030 Montant	2031 Montant	Total		
								2025 montants	2025 Montant	
1. Amélioration de la disponibilité et de l'utilisation des services financiers centrés sur le client										
1.1. Produits financiers innovants et mécanismes de mise en œuvre pour l'inclusion rurale sensibilisation				1 371	2 513	2 500	2 500	1 810	1 140	11 835
1.2. Accès accru à des financements abordables pour l'agriculture et les investissements verts				5 452	5 648	5 661	5 675	3 688	701	26 826
2. Amélioration de l'environnement propice à des services financiers ruraux inclusifs				843	1 049	716	589	562	227	3 987
3. Coordination et mise en œuvre du projet, suivi et évaluation, et gestion des connaissances	674	1 011	1 071	1 049	1 041	1 089	7 218			
Total	674	8 951	10 222	9 949	9 812	7 101	3 158	49 866		

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

28. Le financement total du FIRIP reste fixé à 49,8 millions de dollars, dont la totalité provient du FIDA. La contribution est désormais garantie à hauteur de 30 millions de dollars américains, soit 60 % du coût total du projet. La structure de financement initiale du projet n'a subi aucune modification, mais celui-ci bénéficie désormais de l'enveloppe financière complète nécessaire à sa mise en œuvre complète.
29. Le cofinancement des parties prenantes nationales représente les 40 % restants du coût du projet. Cela comprend environ 12,3 millions de dollars (25 %) provenant d'acteurs du secteur privé, principalement des prestataires de services financiers engagés par l'intermédiaire du BFF et de l'IOF. Ces contributions comprennent à la fois des engagements en nature et financiers destinés à compléter le financement catalytique du FIDA.
30. En outre, les participants au projet devraient contribuer à hauteur de 5 millions de dollars américains (10 %), notamment par le biais d'accords de partage des coûts dans le cadre du BFF, en vertu desquels les participants aux projets doivent contribuer à hauteur de 25 % du financement reçu par l'intermédiaire des banques partenaires et des IMF. La contribution du gouvernement zambien est estimée à 2,5 millions de dollars (5 %), dont 2,2 millions en espèces et en nature (y compris les droits et taxes) et 0,3 million de dollars provenant de partenaires stratégiques soutenant les activités en faveur d'un environnement propice et la supervision.

Décaissement

31. Le décaissement des fonds suivra les procédures standard du FIDA et sera conforme aux plans de travail et budgets annuels approuvés du projet. Les décaissements seront effectués sur les comptes du projet désignés, ouverts auprès du ministère des Finances et de la Planification nationale (MoFNP) et gérés par l'unité de gestion du projet (PMU). À ce jour, aucun décaissement n'a été effectué, bien que le projet soit entré en vigueur le 17 mars 2025 et que les principales activités de démarrage soient en cours, notamment la mise en service des comptes bancaires et le recrutement du personnel de l'unité de gestion du projet.
32. Les décaissements au titre du financement supplémentaire au titre du FIDA13 commenceront dès la signature de l'avenant à l'accord de financement et seront alignés sur les dépenses éligibles dans toutes les composantes, en particulier pour la mise en œuvre des subventions de contrepartie, des contrats d'assistance technique, des activités d'appui aux politiques et des coûts opérationnels.

Résumé des avantages et analyse économique

33. Le FIRIP devrait générer des avantages significatifs pour les petits exploitants agricoles ruraux, les micro et petites entreprises et les prestataires de services financiers en renforçant l'accès à des services financiers diversifiés adaptés aux moyens de subsistance agricoles et ruraux. Le projet cible les populations défavorisées, notamment les femmes et les jeunes, en leur offrant davantage de possibilités d'entrepreneuriat et d'accumulation d'actifs.
34. L'analyse économique réalisée lors de la conception du projet a démontré que celui-ci permettra d'augmenter les revenus ruraux et d'améliorer l'inclusion financière. Parmi les avantages, on peut citer la réduction des coûts de transaction, l'amélioration de la résilience aux risques climatiques et le renforcement des liens plus solides entre les institutions financières et les marchés ruraux. Le taux de rendement interne économique a été estimé à 18 %, ce qui indique qu'il s'agit d'un investissement judicieux. Le financement supplémentaire permettra de concrétiser pleinement ces résultats en comblant le déficit de financement et en soutenant l'extension du projet dans les provinces cibles.

Stratégie de sortie et viabilité

35. La stratégie de durabilité du FIRIP est intégrée dans sa conception grâce à l'accent mis sur le renforcement des institutions, l'innovation numérique et la participation du secteur privé. La stratégie de sortie met l'accent sur:
 - le renforcement de la viabilité opérationnelle et financière des prestataires de services financiers et des entreprises rurales soutenus;
 - le soutien aux cadres politiques qui améliorent l'environnement propice à la finance rurale inclusive; et

- le renforcement des capacités des institutions publiques et des structures décentralisées afin de soutenir la mise en œuvre continue au-delà de la clôture du projet.
36. De plus, le recours à des subventions de contrepartie et à des guichets d'innovation dans le cadre du projet vise à catalyser des modèles commerciaux évolutifs et reproductibles qui peuvent être maintenus grâce aux forces du marché. La durabilité est encore renforcée par le partage des coûts. accords avec les participants au projet et les partenaires privés, associés à un alignement stratégique sur les stratégies nationales de financement rural et le huitième plan national de développement.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

37. Le financement supplémentaire n'introduit pas de nouveaux risques, comme prévu lors de la conception du projet, et s'aligne pleinement sur les modalités de mise en œuvre initiales. Toutefois, étant donné que le projet n'est entré en vigueur qu'en mars 2025 et qu'il en est encore à ses débuts, certains risques opérationnels subsistent. Il s'agit notamment de retards potentiels dans le recrutement de l'unité de gestion du projet, la création de comptes opérationnels et coordination entre les partenaires chargés de la mise en œuvre. Ces risques sont atténués grâce à une collaboration étroite entre le FIDA et le gouvernement zambien visant à accélérer le recrutement de l'unité de gestion du projet et à finaliser la mise en place opérationnelle. Les risques liés à la prestation financière, notamment en ce qui concerne l'adoption et les performances des prestataires de services financiers, sont traités par le biais d'une mise en œuvre progressive, d'accords de financement mixte nécessitant des contributions de contrepartie et d'une assistance technique ciblée dans le cadre du Fonds d'investissement pour l'environnement. Un cadre solide de gestion des résultats et des risques guidera le suivi et la réponse rapide aux défis liés à la mise en œuvre.

B. Catégorie environnementale et sociale

38. La catégorisation environnementale et sociale du projet reste inchangée dans le cadre du financement supplémentaire. Le FIRIP continue d'être classé comme une opération modérée dans le cadre du SECAP 2021. La nature des activités à financer, principalement l'accès aux, le renforcement institutionnel et l'assistance technique, ne présente pas de risques environnementaux ou sociaux négatifs significatifs. Au contraire, le projet favorise l'inclusion sociale en ciblant les groupes défavorisés, notamment les femmes et les jeunes, et contribue à des pratiques durables sur le plan environnemental en soutenant des investissements agricoles résilients au climat. Toutes les exigences de sauvegarde identifiées lors de la conception restent applicables, et aucune nouvelle activité n'a été introduite dans le cadre du financement supplémentaire qui justifierait un changement de classification.

C. Classification des risques climatiques

39. La classification des risques climatiques reste importante. Au cours de la conception, l'évaluation ciblée requise en matière d'adaptation a été menée afin d'identifier et d'évaluer les mesures d'adaptation spécifiques mesures d'adaptation spécifiques pour faire face aux risques climatiques et saisir les opportunités potentielles. Le financement supplémentaire renforce la capacité du projet à faire face aux risques climatiques en permettant la mise en œuvre complète d'activités visant à améliorer l'accès à des services financiers résilients au changement climatique. Grâce à des dispositifs tels que l'IFO et le BFF, le projet soutient les investissements dans les technologies intelligentes face au climat, l'assurance indexée sur les conditions météorologiques et les services financiers numériques adaptés aux petits exploitants agricoles et aux entrepreneurs ruraux. L'évaluation initiale des risques climatiques et les mesures d'atténuation associées, telles qu'elles ont été approuvées lors de la conception, restent valables et pleinement applicables pour l'ensemble de l'enveloppe de financement de 30 millions de dollars américains.

IV. Mise en œuvre

A. Conformité avec les politiques du FIDA

40. Le financement supplémentaire reste pleinement conforme aux politiques, procédures et directives opérationnelles du FIDA. La conception initiale du FIRIP, qui prévoyait un déficit de financement à combler par des allocations ultérieures, a été préparé et évalué conformément au SECAP du FIDA, à la politique de financement rural inclusif et au ciblage.

politique. Toutes les mesures de sauvegarde, les exigences fiduciaires et les considérations relatives à la conformité aux politiques ont été prises en compte lors de la phase de conception et restent valables pour l'ensemble du financement. Le financement supplémentaire s'aligne également sur les priorités du FIDA13 dans le cadre du DSF, en soutenant l'inclusion financière rurale résiliente au changement climatique, l'emploi des jeunes et l'engagement du secteur privé par le biais d'instruments non souverains. Aucune modification n'a été apportée à la portée du projet, à la stratégie de ciblage ou à la structure de financement qui nécessiteraient un examen ou une réévaluation supplémentaires de la politique. L'opération continue de soutenir les objectifs du Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA et du programme d'opportunités stratégiques pour la Zambie (COSOP).

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

41. Les modalités générales de gestion et de coordination du FIRIP restent inchangées dans le cadre du financement supplémentaire. Le projet est mis en œuvre par le MoFNP, qui fait office d'organisme d'exécution principal, avec les conseils stratégiques d'un comité directeur composé des principales parties prenantes issues du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Une unité de gestion dédiée est en cours de création au sein du MoFNP afin de superviser la mise en œuvre quotidienne, la gestion fiduciaire et la coordination avec les partenaires d'exécution. Le recrutement du personnel de l'unité de gestion du projet est actuellement accéléré suite à l'entrée en vigueur du projet en mars 2025. Le financement supplémentaire soutiendra les mêmes composantes et structures de mise en œuvre que celles initialement prévues, y compris une collaboration étroite avec les prestataires de services financiers, les acteurs du secteur privé et les institutions publiques dans le cadre du BFF et de l'IOF. Ces modalités de mise en œuvre sont conçues pour garantir une coordination, une responsabilité et une obtention de résultats solides à travers les diverses activités de financement et d'assistance technique du projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

42. Les dispositions en matière de gestion financière, de passation des marchés et de gouvernance pour le FIRIP restent conformes à celles établies lors de la conception et sont pleinement applicables au financement supplémentaire. Le MoFNP, par l'intermédiaire de l'UGP, sera responsable de toutes les fonctions fiduciaires, y compris l'établissement des rapports financiers, la gestion des flux financiers et le respect des directives du FIDA en matière de passation des marchés. Un compte désigné sera créé et des comptes opérationnels seront ouverts pour faciliter les décaissements. En outre, un compte désigné supplémentaire sera ouvert pour le financement supplémentaire. Le FIDA fournira un appui étroit à la mise en œuvre pendant les phases initiales afin de renforcer les contrôles internes, d'assurer le recrutement et la formation en temps opportun du personnel chargé des finances et des achats, et de soutenir le respect du plan d'achat approuvé.
43. Le projet suivra le Manuel de gestion financière et de contrôle financier des projets et les Directives relatives aux marchés publics du FIDA, ainsi que les cadres de gestion et d'audit des finances publiques de la Zambie et d'audit de la Zambie. La passation des marchés de biens, de services et de travaux sera effectuée selon des procédures concurrentielles et transparentes, avec des seuils de contrôle préalable et a posteriori clairement définis dans le plan de passation des marchés. La gouvernance et la responsabilité seront renforcées par des audits internes, la supervision du comité directeur et des missions de supervision périodiques. Aucune modification n'est envisagée au niveau du cadre fiduciaire à la suite du financement supplémentaire, qui était déjà prévu lors de la conception et n'introduit pas de nouvelles modalités de mise en œuvre ni de nouvelles catégories de risques.

C. Suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

44. Les dispositions relatives au suivi et à l'évaluation, à la gestion des connaissances et à la communication établies lors de la conception restent valables et applicables au financement supplémentaire. Une fois pleinement opérationnelle, l'unité de gestion du projet sera chargée de mettre en œuvre le système de suivi et d'évaluation du projet. Ce système permettra de suivre les réalisations, les résultats et l'impact du projet, y compris les données ventilées par sexe, âge et jeunesse, afin de contrôler l'inclusivité et l'alignement sur les priorités du FIDA13. Une enquête de référence sera menée au cours de la première

année de mise en œuvre, et des enquêtes périodiques sur les résultats ainsi qu'un examen à mi-parcours guideront la gestion adaptive.

45. L'apprentissage et la gestion des connaissances seront favorisés par la documentation des résultats obtenus par l'IOF et la BFF, ce qui permettra de reproduire et de déployer à plus grande échelle les produits financiers et les modèles de prestation qui ont fait leurs preuves. Une communication stratégique favorisera l'engagement des parties prenantes, améliorera la visibilité des réalisations du projet et facilitera le dialogue politique autour de la finance rurale inclusive. Le financement supplémentaire permettra de réaliser pleinement les objectifs du projet en matière de production de connaissances et d'apprentissage, renforçant ainsi la contribution du FIRIP à la stratégie plus large de la Zambie en matière de finance rurale et d'inclusion économique.

D. Modifications proposées à l'accord de financement

46. Le financement supplémentaire proposé de 21,1 millions de dollars au titre du FIDA13 nécessitera une modification de l'accord de financement existant entre la République de Zambie et le FIDA afin de refléter le nouveau montant et les nouvelles conditions du financement. L'accord de financement initial du 17 mars 2025 ne prévoyait qu'une allocation de 8,9 millions de dollars au titre du FIDA12 à des conditions très concessionnelles, tandis que les 21,1 millions de dollars restants – prévus lors de la conception comme un déficit de financement — étaient destinés à être couverts par les ressources du FIDA13.
47. Le financement supplémentaire du FIDA13 sera fourni dans le cadre du DSF sous la forme d'une subvention à 100 %. À ce titre, l'accord modifié mettra à jour : (i) le financement total du FIDA à 30 millions de dollars américains ; (ii) l'inclusion de l'allocation de subvention du DSF de 21,1 millions de dollars américains ; et (iii) tout ajustement connexe du calendrier de décaissement et des pourcentages de financement pourcentages par catégorie de dépenses. Aucune modification n'est proposée concernant l'objectif de développement, les composantes, les modalités de mise en œuvre ou la date de clôture du projet.

V Instruments juridiques et autorité

48. Une modification de l'accord de financement entre la République de Zambie et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant de prolonger le financement supplémentaire proposé. financement à l'emprunteur/bénéficiaire. La modification de l'accord de financement sera préparée après approbation du financement supplémentaire.
49. La République de Zambie est habilitée, en vertu de sa législation, à recevoir des financements du FIDA.
50. Je suis convaincu que le financement supplémentaire proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

51. Je recommande au Conseil d'administration d'approver le financement supplémentaire conformément à la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : que le Fonds accorde à la République de Zambie une subvention au titre du Cadre d'analyse de la viabilité de la dette d'un montant de vingt et un millions cent mille dollars des États-Unis (21 100 000 USD), selon des modalités et conditions qui seront pour l'essentiel conformes aux modalités et conditions présentées dans le présent document.

Alvaro Lario
Président

Updated logical framework incorporating the additional financing²

Results Hierarchy	Indicators	Means of Verification						Assumptions	
		Name	Baseline	Mid-Term	End	Source	Frequency		
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project	PFIs and CBFI promoters						<p><i>outreach assumption:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> The average household size in rural areas is 5 persons per household. Each beneficiary comes from a different household (CI 1.a = CI 1). If other data on beneficiaries and households becomes available, this can be adjusted. 	
	Total number of persons receiving services (Number of people)	0	148 044	370 110					
	1.a Corresponding number of households reached	PFIs and CBFI promoters							
	Households	0	148 044	370 110					
Project Goal	1.b Estimated corresponding total number of households members	PFIs and CBFI promoters						<p><i>assumptions for sustainability:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Positive experiences with financial services will lead to a 'virtuous cycle' of using financial services; economic growth; and improved rural livelihoods. 	
	Household members (Number of people)	0	740 220	1 850 550					
	Change in household asset ownership	COI Survey (additional questions for PSIs)							
	Household asset ownership index (percentage)	49%	53%	60%					
Development Objective	Rural households reporting an increase in savings	COI Survey (additional questions for PSIs)						<p><i>development objective to goal:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Economic empowerment of women and joint household decision making contributes to increased income being used to address household needs Stable political and economic environment. 	
	Proportion of rural households (Percentage)	0	28%	70%					
	Persons reporting improved income from economic activities (agriculture/IGAs)	COI Survey (additional questions for PSIs)							
	Cat 1 beneficiaries with improved income (number)	0	85 273	213 183					
	Cat 2 beneficiaries with improved income (number)	0	32 333	80 832					
	Beneficiaries using financial services in all categories reporting improved income (number)	0	118 435	296 088					
	CI 2.2.1. Beneficiaries with new jobs/employment opportunities	COI Survey							
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities (Number of people)	0	58 172	145 430					
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment	COI Survey							
	Total persons (number of people)	0	28 129	140 642					
	CI 3.2.2. Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices	COI Survey							
	Households (Number)	0	33 442	83 604					
	SF 2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers	COI Survey							
	Households (Number)	0	7 402	37 011					
Outcome 1	Number of new financial products, services and delivery mechanisms deployed	IOF recipients						<p><i>outcome to development objective:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Beneficiaries make good use of financial services, for productive investment, adaptation and green technologies, or to cope with shocks affecting the household. An enabling policy environment and corresponding incentives are in place, encouraging FSPs to offer financial services and products to rural communities at affordable rates. Sufficient economic/investment 	
	Financial products and services (Number)	0	12	24					
	Number of access points for formal financial services established	PFIs (banks, MFIs)							
	Access points (Number)	0	11 250	22 500					
	CI 1.2.6 Partner financial service providers with PAR \geq 30 days below 5%	Annually							
	Percentage	57%	59%	62%					
	CI 1.2.7 Financial service providers with operational self-sufficiency above 100%	ME&KM team							
	Percentage	57%	59%	62%					
	Proportion of non-performing loans in the loan portfolio of banks (agriculture, small and emergent)								
	agriculture - small and emerging farmers (Percentage)	8.7%	< 6.0%	< 5.0%					

² Concise two-page version, by shortening some descriptions and removing indicator disaggregation - which will be retained in ORMS and the M&E system.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End	Source	Frequency	Responsibility	
	MSMEs (Percentage)	13.7%	< 12.3%	< 10.0%				
Output 1.1 Effective mechanism for the development of innovative rural financial products, services and delivery mechanisms	CI 1.1.6 Financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas				PMU (contracts, MOUs)	Semi-annual	ME&KM team	<i>output to outcome:</i> - opportunities and capacity of the target group to make use of those opportunities.
	Service providers (number)	0	29	57				- Enough FSPs are willing to develop client-centric rural financial services. - FSPs demonstrate a willingness to participate in capacity-building initiatives.
Outcome 2 Increased uptake of more suitable and affordable sources of finance by the target group	CI 1.2.5. Households reporting using financial services				COI Survey	Outcome surveys (3x)	ME&KM team	<i>outcome to development objective:</i> Beneficiaries make good use of financial services, for productive investment or to increase resilience.
	Households (Number)	0	97 561	296 088				Rural communities have capacity to utilise financial services for climate smart and profitable enterprises.
	Households (Percentage)	55.9%	66%	80%				
	SF 2.1 Households satisfied with project-supported services				COI Survey	Outcome surveys (3x)	ME&KM team	
	Households (Number)	0	103 631	296 088				
	Households (Percentage %)	0	70%	80%				
Output 2.1 Access to affordable loans and other financial services for agriculture and green investments enhanced	CI 1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services				PFIs (banks, MFIs) and CBFIs promoters	Quarterly	ME&KM team	<i>output to outcome:</i> - Interest of beneficiaries to invest in climate-smart and green technologies. - Effective cooperation with complementary development initiatives. - A sufficient number of reliable suppliers of green technologies. - Effective promotion of CSA and green technologies, and an increasing interest in these technologies.
	Total persons accessing financial services (all services)	0	126 204	315 511				
	Persons accessing financial services (savings)	0	88 260	220 650				
	Persons accessing financial services (credit)	0	81 661	204 152				
	Persons accessing financial services (insurance)	0	13 812	34 530				
	Persons accessing financial services (digital payment services)	0	67 200	168 000				
	Households accessing green technologies				IOF partners; PMU	Semi-Annual	ME&KM team	
	Households (Number)	0	41 802	104 505				
Output 2.2 Capacity of rural men, women, youths and MSMEs to obtain and effectively utilize financial services strengthened	CI 1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services				IOF recipients	Quarterly	ME&KM team	<i>output to outcome:</i> - Interest of beneficiaries to invest in climate-smart and green technologies. - Effective cooperation with complementary development initiatives. - Sufficient numbers of interested people in selected rural areas to justify rollout.
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total) (Number of people)	0	60 000	150 000				
	CI 3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks							
	Groups supported (number)	0	1 000	2 500				
Outcome 3 Enhanced enabling environment for inclusive rural financial service provision	Change in volume to agriculture lending to smallholders				Bank of Zambia's Credit Market Survey	Semi-Annual	ME&KM team	<i>outcome 3 to outcome 1&2:</i> - Private sector actors (FSPs, MNOs) are willing and able to respond to opportunities offered by a more conducive policy and regulatory framework.
	Annual disbursements to agriculture (small and emergent) (million USD)	20.1	23.1	34.2				
	Formally financially included adults in rural areas				FinsScope; MOFNP	Outcome surveys (3x)	ME&KM team	
	Rural adults (Percentage %)	44%	48%	57%				
Output 3.1 Policies, laws, regulations and institutions supported to create an enabling environment for rural finance	Strategic partnerships established to enhance policy review and coordination, and to support implementation				PCU (MOUs)	Semi-Annual	ME&KM team	<i>output to outcome:</i> - Government will prioritize creating an enabling environment for rural finance. - Partners see value in the project and is being part of its implementation. - There is buy-in from stakeholders to participate in multi-stakeholders dialogues
	Partnerships (Number)	0	6	6				
	Policy 1: Policy-relevant knowledge products completed				PCU	Semi-Annual	ME&KM team	
	Knowledge products (Number)	0	2	6				
	Laws, regulations and policies supported by the project				National Government	Semi-Annual	ME&KM team	
	Number	0	2	4				

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A: Financial cash flow models

Table B: Project/programme costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME	
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)	
Persons receiving services promoted or supported by the project	370,110
Persons reporting improved income from economic activities (agric./IGA - 80%)	296,088
Households reporting using financial services (80% of the beneficiaries)	296,088
Beneficiaries with new jobs/employment opportunities	145,430
Cost per Household	135
Components and Cost (USD million)	
A. Improved Availability and Use of Client-Centric Financial Services	38.7
B. Enhanced Enabling Environment For Inclusive Rural Financial Services	4.0
C. Project Coordination and Implementation, Monitoring & Evaluation, and Knowledge Management	7.2
Total	49.9

Table C: Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES					
FINANCIAL	Model	Unit of measure	Yields (Annually) Kg		
			WOP	WP	Price (ZMW)
Tomato Model	Kg		2,000	6,000	15
Soyabean Model	Kg		800	3,100	12
Maize Model	Kg		3,000	6,300	6
G.Nuts Model	Kg		370	2,200	15
Cowpeas Model	Kg		700	950	18
Livestock - Goats Model	Head		1	15	1,500
Livestock - Chicken model	Bird		40	200	250
Maize Processing	Kg		-	36,000	13
G.Nuts Processing	Kg		-	2,040	80
Economic	Standard Conversion Factor	0.93	Discount rate for Financial Analysis		8%
	Labour Conversion Factor	0.94	Discount rate for Economic Analysis		25.5%
	Unemployment Rate	5.9%	VAT rate on imports		16%

Table D: Beneficiary adoption rates and phasing

Household Phasing	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Total	
No. of Beneficiaries Phased by Year	370,110	4,843	67,791	77,478	74,824	73,800	49,054	22,320	370,110
Cumulative Number of Households		4,843	72,634	150,112	224,936	298,736	347,789	370,110	370,110
Adoption Rate	80%								
Beneficiary Aggregation									
Beneficiaries in Y1	3,874	54,233	61,982	59,859	59,040	39,243	17,856		
Beneficiaries in Y2		3,874	54,233	61,982	59,859	59,040	39,243	17,856	
Beneficiaries in Y3			3,874	54,233	61,982	59,859	59,040	39,243	
Beneficiaries in Y4				3,874	54,233	61,982	59,859	39,243	
Beneficiaries in Y5					3,874	54,233	61,982	59,040	
Beneficiaries in Y6						3,874	54,233	59,859	
Beneficiaries in Y7							3,874	61,982	
Beneficiaries in Y8								59,859	
Beneficiaries in Y9								61,982	
Total Beneficiaries	3,874	58,107	120,090	179,949	238,989	278,232	296,088	296,088	

Table E: Economic cash flow

Project year	Incr. IOF Econ Benefits				Incr. Blending Facility		Self Employment	Incremental Fam Benefits (ZMW'000)	Economic Project Costs (ZMW'000)				Cash-flow
	IOF Window 1	IOF Window 2	IOF Window 3	CBFIs	MFIs/ SACCOs	Banks			Investment Costs	Recurrent Costs	Addback costs - Line of credit/Transaction costs	Total Economic Costs	
PY1	-	-	-	-	-	-	-	-	8,771	6,847	-	15,618	(15,618)
PY2	-	-	-	-	-	-	-	-	198,438	20,185	100,000	118,623	(118,623)
PY3	4,129	(180,399)	(180,399)	(469,115)	(30,760)	(56,883)	-	(913,427)	229,676	20,185	100,000	149,860	(1,063,287)
PY4	8,257	(325,083)	(325,083)	(871,734)	(25,621)	(46,998)	64,791	(1,521,469)	221,118	20,185	100,000	141,302	(1,662,772)
PY5	8,257	(221,432)	(221,432)	(700,906)	(21,699)	(39,539)	194,373	(1,002,377)	217,815	20,185	100,000	137,999	(1,140,376)
PY6	8,257	(62,807)	(62,807)	(468,910)	(18,704)	(33,909)	323,954	(314,926)	138,010	20,185	50,000	108,194	(423,120)
PY7	4,129	310,208	310,208	266,652	2,336	1,593	453,536	1,348,660	51,797	20,185		71,982	1,276,679
PY8	4,129	485,165	485,165	501,058	22,838	36,054	518,327	2,052,735		3,028		3,028	2,049,708
PY9	4,129	814,584	814,584	1,189,113	24,179	38,481	583,118	3,468,188		3,028		3,028	3,465,161
PY10	4,129	904,605	904,605	1,317,262	25,207	40,316	583,118	3,779,242		3,028		3,028	3,776,214
PY11	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,953,731		3,028		3,028	3,950,703
PY12	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,953,731		3,028		3,028	3,950,703
PY13	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
PY14	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
PY15	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
PY16	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
PY17	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
PY18	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
PY19	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
PY20	4,129	951,165	951,165	1,396,454	25,996	41,704	583,118	3,370,613		3,028		3,028	3,367,586
NPV@ 12% (ZMW'000)													969,234
NPV@ 12% (USD'000)								1,278,761				309,527	38,769
EIRR													34%
BCR													4.13

Table F: Sensitivity analysis

Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13-20			
Incremental Benefits	-	-	913,427	-	1,521,469	-	1,002,377	-	314,926	1,348,660	2,052,735	3,468,188	3,779,242	3,953,731	3,953,731	3,370,613
benefits +10%	-	-	1,004,770	-	1,673,616	-	1,102,615	-	346,418	1,483,526	2,258,009	3,815,007	4,157,166	4,349,104	4,349,104	3,707,675
benefits +20%	-	-	1,096,112	-	1,825,763	-	1,202,852	-	377,911	1,618,392	2,463,282	4,161,826	4,535,090	4,744,477	4,744,477	4,044,736
Mild scenario	-	-	822,084	-	1,369,322	-	902,139	-	283,433	1,213,794	1,847,462	3,121,369	3,401,317	3,558,358	3,558,358	3,033,552
Medium scenario	-	-	730,742	-	1,217,175	-	801,902	-	251,941	1,078,928	1,642,188	2,774,551	3,023,393	3,162,985	3,162,985	2,696,491
High scenario	-	-	639,399	-	1,065,028	-	701,664	-	220,448	944,062	1,436,915	2,427,732	2,645,469	2,767,612	2,767,612	2,359,429
Project Costs	15,618	118,623	149,860	141,302	137,999	108,194	71,982	3,028	3,028	3,028	3,028	3,028	3,028	3,028	3,028	
costs +10%	17,180	130,485	164,846	155,433	151,799	119,014	79,180	3,330	3,330	3,330	3,330	3,330	3,330	3,330	3,330	
costs +20%	18,741	142,347	179,832	169,563	165,599	129,833	86,378	3,633	3,633	3,633	3,633	3,633	3,633	3,633	3,633	
costs +30%	23,427	177,934	224,790	211,954	206,999	140,652	93,576	3,936	3,936	3,936	3,936	3,936	3,936	3,936	3,936	
Net cash flow																
base scenario	(15,618)	(118,623)	(1,063,287)	(1,662,772)	(1,140,376)	(423,120)	1,276,679	2,049,708	3,465,161	3,776,214	3,950,703	3,950,703	3,367,586			
costs +10%	(17,180)	(130,485)	(1,078,273)	(1,676,902)	(1,154,176)	(433,939)	1,269,480	2,049,405	3,464,858	3,775,911	3,950,400	3,950,400	3,367,283			
costs +20%	(18,741)	(142,347)	(1,093,259)	(1,691,032)	(1,167,976)	(444,759)	1,262,282	2,049,102	3,464,555	3,775,608	3,950,098	3,950,098	3,366,980			
costs +30%	(23,427)	(177,934)	(1,138,217)	(1,733,423)	(1,209,376)	(455,578)	1,255,084	2,048,799	3,464,252	3,775,306	3,949,795	3,949,795	3,366,677			
benefits +10%	(15,618)	(118,623)	(1,154,630)	(1,814,919)	(1,240,614)	(454,613)	1,411,545	2,254,981	3,811,979	4,154,138	4,346,076	4,346,076	3,704,647			
benefits +20%	(15,618)	(118,623)	(1,245,973)	(1,967,065)	(1,340,852)	(486,105)	1,546,411	2,460,255	4,158,798	4,532,062	4,741,449	4,741,449	4,041,708			
benefits -10%	(15,618)	(118,623)	(971,944)	(1,510,625)	(1,040,139)	(391,627)	1,141,812	1,844,434	3,118,342	3,398,290	3,555,330	3,555,330	3,030,524			
benefits -20%	(15,618)	(118,623)	(880,602)	(1,358,478)	(939,901)	(360,135)	1,006,946	1,639,161	2,771,523	3,020,366	3,159,957	3,159,957	2,693,463			
benefits -30%	(15,618)	(118,623)	(789,259)	(1,206,331)	(839,663)	(328,642)	872,080	1,433,887	2,424,704	2,642,441	2,764,584	2,764,584	2,356,402			
benefits delayed 1 year	(15,618)	(118,623)	(149,860)	(1,054,729)	(1,659,469)	(1,110,571)	(386,908)	1,345,632	2,049,708	3,465,161	3,776,214	3,950,703	3,950,703			
benefits delayed 2 years	(15,618)	(118,623)	(149,860)	(141,302)	(1,051,426)	(1,629,663)	(1,074,359)	(317,954)	1,345,632	2,049,708	3,465,161	3,776,214	3,950,703			
benefits delayed 3 years	(15,618)	(118,623)	(149,860)	(141,302)	(137,999)	(1,021,621)	(1,593,451)	(1,005,405)	(317,954)	1,345,632	2,049,708	3,465,161	3,776,214			
benefits delayed 4 years	(15,618)	(118,623)	(149,860)	(141,302)	(137,999)	(108,194)	(985,409)	(1,524,497)	(1,005,405)	(317,954)	1,345,632	2,049,708	3,465,161			
Adoption rate 90%	(15,618)	(118,623)	(643,111)	(962,896)	(679,283)	(278,254)	656,295	1,105,449	1,869,794	2,037,763	2,131,987	2,131,987	1,817,103			
Adoption rate 80%	(15,618)	(118,623)	(588,305)	(871,608)	(619,140)	(259,359)	575,375	982,285	1,661,703	1,811,008	1,894,763	1,894,763	1,614,867			
Adoption rate 70%	(15,618)	(118,623)	(533,500)	(780,319)	(558,998)	(240,463)	494,456	859,121	1,453,611	1,584,254	1,657,539	1,657,539	1,412,630			
Discount rate	26%															
Sensitivity Analysis		Base case		Costs Increase			Benefits Increase			Decrease of Benefits			Delay of Benefits			
				+10%	+20%	+50%	+10%	+20%	-10%	-20%	-30%	1 year	2 years	3 years	4 years	
IRR (%)		34%		33%	33%	32%	34%	34%	33%	33%	32%	32%	31%	29.3%	27.5%	
NPV (MZW '000)		969,234		938,281	907,329	823,404	1,097,110	1,224,986	841,358	713,482	585,606	680,818	451,004	267,885	121,974	
NPV (USD '000)		38,769		37,531	36,293	32,936	43,884	48,999	33,654	28,539	23,424	27,233	18,040	10,715	4,879	